



Source :

<https://www.sortirdunucleaire.org/FW-Le-cadeau-a-170-millions-d%C2%B9euros-d%C2%B9Areva-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **FW : Le cadeau à 170 millions d'euros d'Areva à Bolloré**

13 octobre 2015

FW : Le cadeau à 170 millions d'euros d'Areva à Bolloré

En 2006, Areva a racheté au groupe France Essor, propriété de Michel-Yves Bolloré, ses filiales industrielles du Creusot. Coût de l'opération : 170 millions d'euros. En 2003, Areva avait pourtant eu l'opportunité de tout reprendre pour à peine... 1 million d'euros !

Michel-Yves Bolloré, fondateur et président de France Essor / Sipa

La gestion du groupe Areva sous la direction d'Anne Lauvergeon entre 2001 et 2011 n'a pas encore livrée tous ses secrets. Après les opérations ruineuses dans les mines, le groupe nucléaire semble ainsi s'être aussi livré à quelques acrobaties coûteuses dans l'industrie.

Une opération est ainsi surprenante : le rachat, en 2006, à France Essor, fondé et dirigé par Michel-Yves Bolloré, le frère aîné de Vincent, de CFI (Creusot Loire industrie) pour 170 millions d'euros. La surprise provient du fait que trois ans auparavant, le groupe nucléaire avait la possibilité d'en prendre le contrôle pour une poignée d'euros...

Pour comprendre l'histoire, il faut remonter à 1999. Cette année-là, Framatome, qui n'a pas encore été racheté par Cogema pour donner naissance à Areva, cherche à se débarrasser d'une petite activité d'usinage de grosses pièces pour l'industrie nucléaire installée au Creusot, le bastion industriel historique du groupe.

La cession est réalisée finalement en 2001 : un industriel local, SEEB, reprend cette activité via la création d'une filiale, baptisée UIGM. SEEB détient 67 % du capital, et Framatome, devenu en 2001 Areva, en garde 33 %. Le groupe nucléaire est supposé aussi fournir du

travail à son ancienne activité.

Mais dès 2002, la situation dérape et UIGM tombe en perte. Les deux actionnaires se mettent alors d'accord pour faire appel à un troisième larron : France Essor, qui s'est implanté au Creusot en 2000 en reprenant quelques petits industriels locaux.

Pour 9000 euros, France Essor devient donc l'actionnaire majoritaire d'UIGM, Areva conservant sa participation. Cette première opération est immédiatement suivie par un deuxième rachat dans le nucléaire : celui de Creusot Forge, qui appartient alors à Arcelor. Selon nos informations, le sidérurgiste cède la totalité du capital de cette forge spécialisé dans la fabrication de grosses pièces (comme les viroles et couvercles des cuves nucléaires) pour... 0 euros !

Dépôt de bilan

En mars 2003, UIGM fait face à un déficit important (évalué autour de 700 000 euros) qui met en danger sa survie : une augmentation de capital d'un million d'euros est donc organisée. Mais Areva refuse d'y participer, faisant capoter l'opération.

France Essor dépose alors le bilan d'UIGM et propose, seul, un dossier de reprise accepté quelques mois plus tard par le tribunal de commerce. Durant l'été 2003, le groupe de Michel-Yves Bolloré se retrouve donc seul actionnaire d'UIGM qui est apporté à CFI.

Trois ans plus tard, France Essor revend donc l'ensemble de ses activités du Creusot (Sfarsteel), dont CFI, à Areva pour 170 millions d'euros. Le groupe nucléaire ne conservera que CFI, cédant les deux autres activités reprises via Sfarsteel pour 0 euros.

Une opération sur laquelle Areva a eu une communication, pour le moins, particulière. En septembre 2006, au moment du rachat (dont le montant n'est pas rendu public), le groupe nucléaire indique que Sfarsteel a enregistré un chiffre d'affaires de 69 millions d'euros en 2005 et prévoit un doublement pour 2006.

Mais le document de référence d'Areva pour l'année 2006 fait d'abord état d'un chiffre d'affaires de 100 millions (page 192). Or, quelques pages plus loin (page 265), le chiffre d'affaires de Sfarsteel pour 2006 tombe à 41 millions d'euros. Seule précision : le goodwill (le surcoût payé par rapport à la valeur réelle de l'entreprise) est évalué à 101 millions d'euros...

Mais ce n'est pas la seule bizarrerie de l'affaire. « Le dépôt de bilan d'UIGM n'aurait jamais dû avoir lieu, la société souffrait d'un simple report de commandes » affirme, aujourd'hui, Jean-François Victor, qui présidait UIGM à l'époque. Alors proche de Michel-Yves Bolloré, il avait été nommé lors de l'entrée au capital de France Essor. Depuis, les deux hommes sont en guerre.

En 2006, quand il apprend la revente de CFI à Areva, Jean-François Victor écrit à Anne Lauvergeon, qui dirige le groupe nucléaire, pour s'étonner d'une telle opération, alors que trois ans plus tôt le groupe a refusé de participer à l'augmentation de capital (qui lui aurait permis de conserver sa participation). Réponse lapidaire d'Anne Lauvergeon qui invoque le

changement de climat dans l'industrie nucléaire, qui rend l'activité industrielle intéressante à nouveau.

Un argument un peu court : en 2003, Areva était en train de conclure la vente d'un EPR à la Finlande, un contrat qui devait être suivi par la commande de deux nouveaux réacteurs à la France (un seul sera finalement construit à Flamanville). Des négociations étaient aussi lancées en Chine pour y vendre l'EPR.

Comment Areva a-t-il pu accepter de perdre le contrôle de cette activité stratégique en 2003 ? La cuve de l'EPR de Flamanville est en effet sortie des ateliers de CFI, au moment même où le géant du nucléaire négociait son rachat... Pourtant dès la création d'Areva en 2001, Anne Lauvergeon avait fait de son nouveau réacteur son principal argument commercial à l'export.